

Le CEPF et la LPO

"Quand le développement se met au service de la biodiversité et vice-et-versa"



Gilles Kleitz au Kenya © D.R.

La LPO vient de s'engager dans un programme de développement et de conservation de la biodiversité en Méditerranée avec le CEPF. Gilles Kleitz, Chef de projet Biodiversité à l'Agence Française de Développement (l'AFD) suit ce projet en tant que partenaire français financier et technique du CEPF. Fervent défenseur de la biodiversité, il parcourt le monde depuis des années, convaincu du lien entre développement et protection de la nature. *L'OISEAU MAGAZINE* vous propose un entretien avec le "Monsieur Biodiversité" de l'AFD.

L'OISEAU MAG : Gilles Kleitz, qui êtes-vous ?

Gilles Kleitz. Je suis Chef de projet Biodiversité à l'AFD. Je m'occupe de gérer, d'identifier, d'évaluer les projets biodiversité un peu partout dans le monde, au sein d'une équipe de sept agents travaillant sur la forêt, les océans, les aires protégées. J'ai intégré l'AFD il y a plus de trois ans, à un moment où elle souhaitait intensifier ses activités en termes de biodiversité et renforcer ses engagements, en mobilisant notamment des approches innovantes de financement, des partenariats diversifiés et à une meilleure intégration de cette thématique dans son activité.

Qu'est-ce qui vous a amené à travailler sur la biodiversité ?

La biodiversité, c'est la vie ! C'est beau... C'est terrible et insupportable quand elle disparaît. Je pense que l'on n'est plus vraiment des humains si on perd la nature qui nous entoure. Et il faut bien avouer que l'on est peu à s'en occuper, donc il faut bien s'y mettre ! C'est ce leitmotiv qui m'a amené à travailler en Afrique pendant près de 10 ans sur

des projets concernant l'agriculture et la conservation de la biodiversité pour des organismes comme le GRET*, le CIRAD* ou encore le ministère des Affaires étrangères, puis en France, pendant une autre dizaine d'années, pour le ministère de l'Environnement et ses activités dans le domaine de la biodiversité.

Comment une agence de développement comme l'AFD conçoit la biodiversité ?

La biodiversité pour nous, c'est le socle du développement durable. Sans écosystèmes, il n'y a pas d'agriculture et d'élevage, ni d'alimentation, pas de santé, pas de résilience, pas d'eau... S'occuper des écosystèmes c'est donc garantir la base d'un développement durable pour les générations à venir. On ne peut pas faire de développement sans s'occuper de nature, de forêts, d'océans, de zones pastorales, c'est absolument essentiel pour négocier et installer un développement durable. Donc on intervient à la fois sur des projets dédiés à la biodiversité et à la fois en amont des projets, en intégrant mieux la biodiversité dans les projets sectoriels d'infrastructure, d'aménagement urbain ou encore d'énergie pour limiter

le plus possible les impacts, voir trouver des éco-solutions favorables aux milieux naturels...

Comment cette vision se traduit-elle en action au sein de l'AFD ?

L'AFD s'engage à hauteur de 80 à 100 millions d'euros par an pour la biodiversité. L'essentiel de ces activités concerne des prêts aux acteurs publics de la conservation et des ressources biologiques, bonifiés ou non notamment dans notre collaboration avec les économies intermédiaires et émergentes. D'une part, ce sont des investissements qui ont un retour économique, parfois important, comme une aire protégée avec une forte valorisation touristique, ce qui justifie la dimension "prêt". Et d'autre part, ce qu'on appelle la "bonification", c'est l'utilisation d'un peu d'argent public pour abaisser le taux du prêt, ce qui est justifié par le fait que l'on s'occupe d'un bien public mondial, dont nous bénéficions tous.

Mais on peut aussi travailler sur des prêts à conditions de marché - qui ne coûtent rien au contribuable français. C'est le cas avec des pays émergents tels que la Chine, le Brésil ou encore le Mexique. Je

reviens d'un projet en Chine où le gouvernement nous emprunte de l'argent pour restaurer deux grandes zones humides dans le nord-est du pays avec des tas d'oiseaux extraordinaires : la grue de Sibérie, la grue du Japon, la mouette de Saunders...

La Chine accepte d'emprunter pour restaurer ces écosystèmes, c'est extraordinaire ! Il est temps diront certains ! Il y a très peu de pays qui le font, demander à la France de faire ça, je ne pense pas qu'on en soit là !

Et puis pour une petite partie de nos activités biodiversité à l'AFD, on travaille avec de la subvention pure, de l'argent que l'on donne directement à des partenaires, des États, des collectivités ou encore des ONG* pour mener des actions sur le terrain ou des projets globaux de conservation. C'est notamment le cas de notre partenariat avec le CEPF qui rassemble plus de 180 millions d'investissements issus de cinq bailleurs : le gouvernement japonais, la Banque mondiale, le FEM*, la Fondation Mac Arthur, l'AFD et le *Conservation International* (CI) pour la conservation des 34 hotspots planétaires et le renforcement des associations de protection de la nature qui y travaillent.

Comment s'est fait le rapprochement entre l'AFD et le CEPF ?

Dans les années 2000, l'idée à l'AFD, mais aussi dans les ministères, dans la recherche et les ONG françaises était

d'essayer de sortir les acteurs nationaux de la protection de la nature de nos frontières, pour les mettre en relation, en réseau, avec les grands programmes et acteurs globaux, comme l'UICN*, la CDB*, ou CI. Et cette volonté a rencontré notamment celle de l'équipe dirigeante du "*Conservation International*" qui voulaient créer un instrument flexible qui permette d'apporter une quantité importante d'argent auprès des ONG locales de conservation, dans des zones sous-financées et en grave menace de dégradation écologique rapide, pour des actions de terrain efficaces et scientifiquement ciblées. Le constat, à l'époque, était que les instruments classiques ne permettaient pas d'avoir une stratégie d'investissement mondial sur les zones les plus riches en biodiversité et à la fois les plus menacées, ni n'étaient capables d'être suivi d'effets biologiquement démontrables. Soit on avait de très gros projets sur une zone donnée, soit un éparpillement de petites subventions à destination des ONG et ça n'était pas pleinement satisfaisant. Il fallait donc travailler sur un instrument capable de : produire une priorisation scientifique fondée ; constituer *in fine* des communautés de conservation actives et renforcées, notamment au sein de la société civile, capables de gérer des actions sur le terrain et en même temps d'avoir une vision politique à long terme ; de donner une vision stratégique mondiale en concentrant les efforts sur les 34 hotspots de la planète pour enrayer l'érosion de la biodiversité sur ces points chauds.

Gilles Kleitz en Corse.



Gilles Kleitz © D.R.

Et cela fonctionne ?

Cela fonctionne plutôt bien. On a mis à disposition plus de 180 millions d'euros à travers le monde à des ONG locales, dans des endroits où il n'y avait que très peu de guichets, comme dans toute l'Asie du sud-est, à Madagascar à l'époque ou encore en Afrique australe ou sur la forêt guinéenne. Sur toutes ces zones, le fonctionnement du CEPF a montré sa capacité à faire des synthèses scientifiques sur les besoins de conservation, à rassembler une communauté d'ONG autour d'une fenêtre d'investissement qui dure, en gé-

QU'EST-CE QUE LE CEPF ?

Créé en 2000, le CEPF (Fonds Partenarial pour les Ecosystèmes Critiques) est l'une des principales initiatives mondiales permettant à la société civile d'influencer et de participer à la conservation des écosystèmes parmi les plus critiques au monde. Ce mécanisme de financement unique, rassemblant plus de 150 millions d'euros, travaille à l'échelle régionale de chacun des 34 hotspots et il est soutenu par six grands bailleurs : l'Agence française pour le développement (AFD), Conservation International (CI), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Gouvernement japonais, la Fondation Mac Arthur et la Banque mondiale. La Commission européenne s'est jointe à cette initiative, à Hyderabad, et va contribuer au CEPF avec 18 millions d'euros à partir de 2013. www.cepf.net



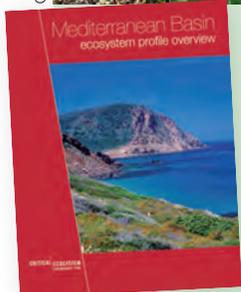
© Gilles Martin

Grues du Japon.

néral, 10 ans, et à mettre en œuvre des actions alliant conservation, développement local, production de connaissance, sensibilisation, partenariat.. Ce n'est pas rien ! Avec à chaque fois entre 6 à 10 millions d'euros par tranche de cinq ans et avec un objectif très clair de s'adresser, en priorité, aux ONG d'implantation locale, qui bénéficient en moyenne de 60 à 70 % des financements CEPF. Tout n'est pas parfait, loin de là, et les synergies entre conservation et développement local ne sont pas facile à négocier dans des contextes qui souffrent souvent de grande pauvreté, mais certaines avancées ont été extraordinaires.

Avez-vous en tête un projet qui illustre l'action du CEPF ?

J'ai eu la chance de me rendre en Inde dans les Western Ghats à l'occasion de la COP 11* de la Convention sur la diversité biologique, en octobre 2012, et on a pris une journée pour aller visiter un projet du CEPF. C'est un projet de corridor écologique. Deux zones dans au sud des montagnes de l'ouest de l'Inde, tout au sud, dans l'État du Kerala. Et là, à peu près à 1500 m, vous avez deux grands parcs où il y a des tigres, des grands félins, des éléphants et donc une couverture forestière primaire encore assez importante et entourée de plantations de thé. Et entre les deux parcs, on a une zone agricole, une discontinuité écologique où l'écosystème est pour ainsi dire rompu, mais avec une forte circulation de la grande faune. Les conflits homme-faune sont donc assez graves en périphérie, avec des dégâts agricoles importants et la grande faune subit une forte pression. L'action du CEPF dans la région a donc permis de financer un projet villageois de gestion de corridors écologiques entre ces deux parcs.





© Awatef ABIADH

Golfe occidental de Tunis, une des zones clés pour la biodiversité du hotspot Bassin méditerranéen.

Concrètement, quelles actions ont été mises en place ?

Eh bien, d'un côté, les villageois, qui sont un groupe de personnes dit "indigènes", très marginalisé en Inde, ont mis en place des actions de protection des agriculteurs contre la prédation de la grande faune. Ils génèrent également des revenus avec des activités d'écotourisme dans cette zone superbe. Et d'un autre, ils ont lancé un projet de monitoring des mouvements de la faune par piégeage photographique. Ils nous ont montré, par exemple, des photos de formes mélaniques de léopards, superc'était Bagheera du livre de la Jungle ! Ils ont une collection de photos phénoménale dont ils sont très fiers ! Et puis, une des actions essentielles, sur ces bases, est la mise en place de deux corridors écologiques, avec des parcelles boisées, autour desquels ils évitent les cultures et notamment celles les plus prédatées par les animaux, pour qu'ils puissent circuler sans s'arrêter.

Et c'est un projet réussi selon vous ?

Oui ! D'autant plus qu'en parallèle de ces actions de conservation, il y a également une série d'actions sur la valorisation des produits locaux. Ce sont des populations qui collectent beaucoup de plantes médicinales, de fruits ou encore de champignons et ils ont monté un circuit de filières locales pour alimenter les différents marchés à proximité pour valoriser ces ressources. Typiquement, on retrouve dans ce de projet, l'ambition du CEPF d'aider une communauté locale à gérer durablement son écosystème dans une perspective de conservation, de restauration et de valorisation durable. Voilà, c'est un exemple mais il y en a beaucoup d'autres puisqu'au total, près de 1 600 ONG dans le monde ont bénéficié du soutien du CEPF sur des projets

de conservation d'espèces, d'habitats, d'éducation, etc.

La LPO et BirdLife s'engagent aux côtés du CEPF sur le hotspot Méditerranée. Quelles plus values peuvent-ils apporter ?

Pour moi, des partenaires comme la LPO et BirdLife apportent deux sortes de plus values. La première concerne tout ce qui est lié au travail de ciblage des zones les plus importantes pour la biodiversité. C'est le travail qui a été fait dans le cadre de la stratégie d'investissement, ce que l'on appelle le "Profil d'écosystème", dont la préparation a été coordonnée par la Tour du Valat et par Dogha Donergi (BirdLife Turquie), et auquel BirdLife International a très largement contribué notamment par la base de données sur les IBA (ZICO)*. L'idée de ce document, c'est de faire un état des lieux de ce qui existe au niveau bases de données oiseaux, plantes, végétation, forêt, etc. L'objectif est d'identifier les zones prioritaires aussi bien en termes de richesse biologique, en termes de menaces et en termes institutionnels, c'est-à-dire les zones dont personne ne s'occupe ou en tout cas qui ont un sérieux déficit d'investissement. Donc une plus value de priorisation. La deuxième, c'est une plus value de coordination régionale. Sur ce hotspot, la coordination de l'équipe régionale a été confiée à BirdLife et plus spécifiquement à la LPO pour les pays d'Afrique du Nord. Et quelque part, le fait que BirdLife et la LPO travaillent à la coordination de cette action au niveau de la région, c'est pour moi une certaine garantie qu'un espace de dialogue est mis en place pour mieux comprendre les métiers de chacune des ONG partenaires du Sud de la Méditerranée et une meilleure coordination autour des enjeux scientifiques et de conservation qui ont été identifiés collégialement dans la stratégie.

Et puis on pourrait avancer une troisième plus value, qui est celle de la plateforme, de la cohérence avec les autres réseaux existants en Méditerranée comme l'UICN*, le WWF* et tout ce qui a trait à la coopération régionale sur la biodiversité. Cette plus value, c'est la coordination non pas avec les ONG soutenues par le CEPF mais avec celles qui travaillent dans la même région ou sous-région, pour assurer une cohérence régionale. Et puis je suis toujours dans mon idée qu'il faut aider les ONG françaises à plus et mieux se projeter sur les sujets internationaux, par exemple à l'échelle des oiseaux migrateurs. La LPO le fait déjà beaucoup, notamment en Afrique de l'Ouest, sur le Nil. J'espère que cette coopération sera l'occasion de nouer et de consolider encore des liens humains, d'amitié et de conservation avec les acteurs de notre continent voisin !

Et vous ne craignez pas que l'on vous reproche un instrument de plus ?

Eh bien je pense que non. Parce que avoir essayé d'embrasser dans un effort stratégique la définition des priorités opérationnelle de conservation sur le bassin méditerranéen et de les financer à travers les associations, notamment locales, je crois que c'était une première ! Même si bien sûr l'exercice scientifique a ses limites, c'est un travail de synthèse vraiment intéressant qui n'avait jamais été fait. Cela a permis de donner une réelle profondeur au programme. Après, nous n'en sommes qu'au tout début, donc il est difficile de s'avancer. Mais ce qui est certain, c'est que cette zone qui est un point chaud de la biodiversité et notamment en raison de sa richesse floristique, peinait à trouver des financements pour la rive sud du bassin, notamment dans un contexte de grand changement social et politique. Et je pense que l'arrivée du CEPF dans la région peut vraiment faire la différence en termes de conservation et de renforcement de la société civile sur le long terme. L'avenir nous le dira !

PROPOS RECUEILLIS PAR MARION GRASSI

* ONG : Organisation non gouvernementale
 * GRET : ONG française de développement solidaire
 * COP 11 : 11^e Conférence des Parties signataires de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) qui s'est tenue à Hyderabad en Inde
 * CIRAD : Centre de recherche français qui répond, avec les pays du Sud, aux enjeux internationaux de l'agriculture et du développement
 * FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial
 * UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature
 * IBA (ZICO) : zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO en français, IBA en anglais pour Important Bird Area).
 * CDB : Convention sur la diversité biologique
 * WWF : World Wildlife Fund (littéralement, "Fonds mondial pour la vie sauvage")